

DEC 27/2018

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2017-2018

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale
le 26 septembre 2018

Enregistré à la Présidence du Sénat
le 26 septembre 2018

TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

Proposition de virement de crédits n° DEC 27/2018 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2018

E 13466



Conseil de
l'Union européenne

**Bruxelles, le 21 septembre 2018
(OR. en)**

12429/18

FIN 709

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Monsieur Günther OETTINGER, membre de la Commission européenne
Date de réception:	21 septembre 2018
Destinataire:	Monsieur Hartwig LÖGER, président du Conseil de l'Union européenne
Objet:	Proposition de virement de crédits n° DEC 27/2018 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2018

Les délégations trouveront ci-joint le document DEC 27/2018.

p.j.: DEC 27/2018



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 21/09/2018

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2018
SECTION III - COMMISSION TITRES: 21, 23, 40

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 27/2018

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 2102 Instrument de financement de la coopération au développement (ICD)

POSTE - 21 02 51 08 Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	CP	-8 000 000,00
---	----	---------------

DU CHAPITRE - 4002 Réserves pour les interventions financières

ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence	CE	-10 000 000,00
---	----	----------------

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 2302 Aide humanitaire, assistance alimentaire et préparation aux catastrophes

ARTICLE - 23 02 01 Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une assistance alimentaire en fonction des besoins	CE	10 000 000,00
	CP	8 000 000,00

I. PRÉLÈVEMENT

I.1

a) Intitulé de la ligne

21 02 51 08 - Coopération géographique avec les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

b) Données chiffrées à la date du 17/09/2018

	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	85 163 000,00
2 Virements	-469 213,80
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	84 693 786,20
4 Crédits déjà utilisés	28 870 992,99
5 Crédits disponibles (3-4)	55 822 793,21
6 Prélèvement proposé	8 000 000,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	47 822 793,21
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1)	9,39 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	516 981,20
2 Crédits disponibles à la date du 17/09/2018	141 454,17
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	72,64 %

d) Justification détaillée du virement

En raison de retards dans la mise en œuvre de projets, certains paiements ont été reportés au prochain exercice. Par conséquent, un montant total de 19,9 millions d'EUR en crédits de paiement peut être mis à disposition pour d'autres finalités, dont 11,9 millions d'EUR dans le cadre du virement global (DEC 22/2018), tandis que 8 millions d'EUR seront utilisés pour ce virement.

I.2

a) Intitulé de la ligne

40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence

b) Données chiffrées à la date du 17/09/2018

	CE
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	344 600 000,00
2 Virements	-171 697 884,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	172 902 116,00
4 Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0,00
5 Crédits disponibles (3-4)	172 902 116,00
6 Prélèvement proposé	10 000 000,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5-6)	162 902 116,00
8 Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1)	2,90 %
9 Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE
1 Crédits disponibles en début d'année	0,00
2 Crédits disponibles à la date du 17/09/2018	0,00
3 Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a

d) Justification détaillée du virement

Conformément à l'article 9 du règlement fixant le cadre financier pluriannuel, la réserve pour aides d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins d'aide spécifiques de pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget, en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi pour la gestion civile d'une crise et la protection civile, et pour des situations dans lesquelles les flux migratoires exercent une pression particulière aux frontières extérieures de l'Union lorsque les circonstances l'exigent.

II. RENFORCEMENT

II.1

a) Intitulé de la ligne

23 02 01 - Mise à disposition rapide et efficace d'une aide humanitaire et d'une assistance alimentaire en fonction des besoins

b) Données chiffrées à la date du 17/09/2018

	CE	CP
1 Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 026 028 642,00	1 040 825 501,00
2 Virements	174 294 634,00	232 500 000,00
3 Total des crédits de l'exercice (1+2)	1 200 323 276,00	1 273 325 501,00
4 Crédits déjà utilisés	1 148 694 634,00	965 716 318,81
5 Crédits disponibles (3-4)	51 628 642,00	307 609 182,19
6. Renforcement demandé	10 000 000,00	8 000 000,00
7 Total des crédits jusqu'à la fin de l'exercice (5+6)	61 628 642,00	315 609 182,19
8 Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1)	0,97 %	0,77 %
9 Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 30, paragraphe 1, point b), du règlement financier par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement (reportées de l'exercice précédent)

	CE	CP
1 Crédits disponibles en début d'année	314,12	91 116,59
2 Crédits disponibles à la date du 17/09/2018	314,12	0,00
3 Taux d'exécution [(1-2)/1]	0,00 %	100,00 %

d) Justification détaillée du virement

La population de Gaza, qui était déjà vulnérable, a vu ses besoins humanitaires fortement augmenter ces derniers mois en raison d'une escalade des hostilités et des violences, d'extrêmes restrictions d'accès et de coupes importantes dans le financement des programmes humanitaires.

En particulier, la récente décision des États-Unis de ne plus participer au financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le plus grand acteur de l'aide humanitaire en Palestine, met en péril la fourniture de services d'urgence essentiels pour près des deux tiers de la population (réfugiés palestiniens) de Gaza.

Les coupes dans les financements ont une incidence particulièrement forte sur le secteur de la santé, qui est débordé par le nombre considérable de victimes. 179 Palestiniens ont été tués et plus de 19 000 blessés depuis le 30 mars 2018, à la suite d'affrontements avec les forces israéliennes près de la clôture longeant la frontière lors de la «grande marche du retour» des Palestiniens. Il est donc urgent d'apporter un soutien à l'UNRWA dans ce secteur critique.

Au 10 septembre, le plan de réponse humanitaire de 2018 de l'ONU pour la Palestine, d'un montant de 539,7 millions de dollars, n'était financé qu'à hauteur de 29 %, soit le plus bas niveau jamais atteint.

Un montant de 10 millions d'EUR en crédits d'engagement est donc demandé, en sus des 27 millions d'EUR déjà programmés pour cette crise en 2018. Un montant de 8 millions d'EUR en crédits de paiement est également demandé pour couvrir le préfinancement nécessaire en 2018.

Le montant supplémentaire servira à soutenir la prestation de services de santé à Gaza, gérés par l'intermédiaire de l'UNRWA. Le système de santé est au bord de l'effondrement en raison de la fermeture de la frontière de la bande de Gaza, de la crise énergétique en cours, du paiement irrégulier des salaires dans le secteur public et des pénuries constantes de médicaments et de matériel médical jetable. Au-delà des besoins immédiats de soins d'urgence, un nombre significatif de patients ont également besoin de soins post-opératoires et de réhabilitation.

Au 10 septembre, le taux d'exécution global des crédits inscrits au chapitre 23 02 (Aide humanitaire) s'établissait à 96 % pour les engagements et à 75 % pour les paiements. Le solde, soit 42 millions d'EUR, figurant dans la réserve opérationnelle doit être préservé pour permettre de faire face aux crises urgentes jusqu'à la fin de l'année.

La Commission a cherché des crédits disponibles auprès d'autres domaines politiques de la rubrique 4 et a pu en trouver à hauteur de 8 millions d'EUR en crédits de paiement. Par conséquent, la Commission sollicite la mobilisation de la réserve d'aide d'urgence pour un montant de 10 millions d'EUR en crédits d'engagement.

ANNEX

COMMISSION TRANSFER PROPOSALS RELATED TO THE EMERGENCY AID RESERVE IN 2018

The table below shows the transfer proposals transmitted to the Budgetary Authority to date during 2018 which relate to the Emergency Aid Reserve (EAR), and the remaining amount of the EAR reserve following the approval of these proposals.

Transfer Ref	Content	Commitment Appropriations from 2018 Reserve (EUR)	Commitment Appropriations from Reserve carried-over (EUR)	Payment Appropriations from 2018 Reserve (EUR)
	Initial appropriations	344.600.000	61.705.366	344.600.000
DEC 07	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for the Rohingya crisis		23.403.250	15.021.500
DEC 08	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Somalia	11.697.884	38.302.116	50.000.000
DEC 09	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Yemen	40.000.000		40.000.000
DEC 12	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Ethiopia	35.000.000		35.000.000
DEC 13	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Democratic Republic of Congo	25.000.000		25.000.000
DEC 14	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Sudan	10.000.000		10.000.000
DEC 15	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Lake Chad Basin Countries: Chad, Cameroon and Nigeria	30.000.000		30.000.000
DEC 16	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Afghanistan	20.000.000		20.000.000
DEC 25	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Yemen	47.800.000		-
DEC 26	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Sahel	50.000.000		-
DEC 27	Mobilisation of the EAR for additional humanitarian aid for Palestine	10.000.000		-
	Total of Proposals	279.497.884	61.705.366	225.021.500
	Remainder	65.102.116	0	119.578.500
	Total remainder of commitment appropriations	65.102.116		